Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

DFAE

Département fédéral des affaires étrangères

L'approche «globale» de la DDC en Haïti, un pari sur la durabilité

Article, 06.01.2015

La DDC est doublement présente en Haïti, un pays d'intervention prioritaire en contexte fragile. Des experts de l'Aide humanitaire et de la Coopération bilatérale y travaillent en synergie selon une approche dite «globale». Cette approche implique une étroite coordination des efforts et représente un véritable potentiel en termes de durabilité des projets. Cinq ans après le séisme de 2010 qui a fait plus de 230'000 morts, deux exemples parlent d'eux-mêmes.

()

La vulgarisation des méthodes de constructions résistantes aux séismes, comme ici sur un stand de la DDC lors d'une exposition organisée en 2013, est rendue possible par une étroite collaboration de l'Aide humanitaire et de la Coopération bilatérale de la DDC. © DDC

Il est habituellement admis que les acteurs humanitaires sont actifs lors d'une catastrophe naturelle ou durant un conflit armé pour distribuer du matériel de secours et contribuer à la réhabilitation de l'environnement endommagé. Et que, par la suite, si la situation le permet, ils se retirent au profit de programmes de «coopération au développement».

En Haïti, pourtant, la DDC fait l'expérience d'un engagement simultané d'experts de l'Aide humanitaire et de la Coopération bilatérale. Mieux: depuis le séisme de 2010, tous les collaborateurs de la DDC travaillent en étroite collaboration. La formule tient en deux mots: approche globale.

Synergies et complémentarités

«Cela signifie en clair qu'aide humanitaire et coopération à plus long terme recherchent des synergies et des complémentarités», explique Corinne Conti, chargée de programme Haïti au sein de l'Aide humanitaire. Chef suppléant de la DDC à Port-au-Prince, Bernard Zaugg évoque pour sa part l'impératif de «décloisonner les perspectives et de faire bouger les habitudes».

Développer au quotidien une telle approche globale ne va pas sans défi. Les acteurs concernés doivent faire preuve de flexibilité. De nouveaux réflexes sont à inventer. L'Aide humanitaire doit penser son action au-delà de projets ponctuels et viser un «impact réellement structurel». De leur côté, les programmes de coopération au développement doivent intégrer et faciliter le travail des humanitaires. Cette coordination des efforts est fondamentale pour viser une durabilité des projets dans un pays comme Haïti exposé aux dangers naturels et à des institutions fragiles.

Plans-types pour les écoles

Deux exemples illustrent la plus-value de l'approche globale pratiquée par la DDC en Haïti. Premièrement, le succès rencontré par le programme de reconstruction d'écoles, une fois la phase d'urgence post-séisme terminée. «L'idée a été dès le départ qu'en plus de réhabiliter des bâtiments scolaires, les experts déployés par l'Aide humanitaire suisse devaient servir à renforcer les compétences nationales en matière de constructions résistantes aux dangers naturels», explique Bernard Zaugg.

Pour entrer en contact avec le Ministère de l'éducation nationale haïtien et la Banque interaméricaine de développement (BID), son principal bailleur de fonds, les membres du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) ont pu compter sur le savoir-faire et les contacts précédemment noués par leurs collègues en charge de la coopération bilatérale. «La BID n'avait jamais été un partenaire de l'Aide humanitaire auparavant, mais elle l'est devenue en vertu de notre approche globale», se réjouit Gardy Letang, responsable national du programme humanitaire au sein du bureau de la DDC à Port-au Prince. L'intégration dudit bureau à l'ambassade de Suisse sur place en 2011 a ouvert d'autres portes: «Il est évident qu'il est plus simple pour un ambassadeur que pour un chef de projet d'obtenir un rendez-vous avec un ministre», résume Bernard Zaugg.

Au final, ce n'est pas seulement de l'édification de neuf écoles (achevées ou en construction) dont la Suisse peut être fière au terme de l'année 2014, mais aussi d'avoir contribué à standardiser trois plans-types de construction durable qui ont été adoptés par le gouvernement haïtien comme normes impératives en avril 2014. La Banque interaméricaine de développement les a aussi intégrés dans sa pratique. Sur les 60 écoles que la BID a prévu de reconstruire à partir des plans-types «suisses», entre 15'000 et 40'000 CHF de frais d'étude pourront être économisés par école (et

plus de 300'000 USD pour chaque construction), a calculé la DDC. L'économie d'échelle pourrait être plus conséquente encore: les autorités haïtiennes ont estimé à 1000 le nombre d'écoles à réhabiliter dans le pays.

Eau potable et assainissement

Une autre collaboration fructueuse à l'interne de la DDC a trait au secteur de l'eau et de l'assainissement. Si le bureau de la coopération suisse en Haïti a fait de l'approvisionnement en eau potable de la population une priorité de sa Stratégie 2014-2017, c'est en partie dans la foulée du travail réalisé par des experts du CSA en 2010.

Pour rappel, une épidémie de choléra éclatait au centre du pays, huit mois après le séisme. L'Aide humanitaire suisse est alors sollicitée par les autorités haïtiennes pour renforcer les mécanismes de traitement et de contrôle de l'eau potable dans les zones les plus affectées et former des techniciens locaux. La fiabilité et le professionnalisme des ingénieurs du CSA sont très appréciés. Ces expériences positives confirment l'expertise de la coopération suisse dans le secteur (la DDC finance depuis 1998 un projet d'eau potable mis en œuvre par l'organisation Helvetas).

En 2012, le gouvernement haïtien et la DDC conviennent de pérenniser l'engagement de l'Aide humanitaire: la DDC est invitée à contribuer au perfectionnement du système national d'approvisionnement de la population en eau potable. A ce jour, 11 laboratoires d'analyse ont été créés et 48 systèmes d'approvisionnement d'eau équipés en matériel de chloration, le tout bénéficiant à 200'000 usagers. Sur le plan stratégique, la DDC a aidé la Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement (DINEPA) à établir un nouveau «Document référentiel technique national».

Fait essentiel, l'approche globale préconisée par la DDC en Haïti correspond à la vision du pays partenaire. «Pour nous, il a toujours été clair que l'aide humanitaire accordée par un bailleur devait s'inscrire, au-delà de l'urgence, dans une logique d'institutionnalisation des réformes», précise Lesly Dumont, chef de l'unité «Orientation stratégique» de la DINEPA.

Services fonctionnels et durables

Comme dans le cas des écoles reconstruites, l'objectif général visé par la DDC dans le domaine de l'eau et de l'assainissement est le renforcement de l'Etat afin que ce dernier soit en mesure d'offrir des services de base aux plus démunis. Or, en Haïti, il est difficile de garantir des services publics fonctionnels et durables sans mener une réflexion sur les risques de catastrophes naturelles pouvant s'ajouter au contexte de fragilité institutionnelle.

Pour ancrer mieux encore le principe d'une aide humanitaire aussi préventive que réactive, les experts du CSA ont lancé au printemps 2014 un projet de réduction des risques de catastrophes: «Une des priorités est de renforcer la gouvernance locale en matière de gestion des risques», explique Gardy Letang. Et, par ricochet, l'implication de la population dans l'action publique consolide l'Etat de droit. En plus de viser un développement durable en Haïti, l'action conjointe et coordonnée de l'Aide humanitaire et de la Coopération bilatérale permet aux projets initiés par la DDC de se renforcer mutuellement.

Pas un cas unique

Le cas de l'engagement coordonné de l'Aide humanitaire et de la Coopération bilatérale pratiqué en Haïti n'est de loin pas unique. Les deux domaines collaborent à des degrés divers, suivant les contextes, dans la plupart des pays d'intervention de la DDC à travers le monde. Des synergies sont également développées avec les programmes dits «globaux» de la DDC: eau, changement climatique, sécurité alimentaire, migration et santé. A plus large échelle, la DDC est aussi régulièrement amenée à collaborer avec la Division Sécurité humaine du DFAE, le SECO et divers autres offices fédéraux.

Informations supplémentaires/documents

- La DDC en Haïti (https://www.eda.admin.ch/deza/fr/home/pays/haiti.html)
- Mobilisation de l'Aide humanitaire suisse après le séisme de 2010 en Haïti (https://www.eda.admin.ch/deza/fr/home/activites-projets/activites/aide-humanitaire/priorites/operations-aide-urgence/tremblement-terre-haiti.html)
- Stratégie de la coopération suisse en Haïti 2014-2017 (PDF, 2.3 MB) (/content/dam/deza/fr/documents/Accueil/resource_fr_229990.pdf)

current tab: Contact

Contact

Information DFAE

Contact presse

Palais fédéral Ouest
3003 Berne

Tél.
+41 (0)58 462 31 53

Fax
+41 (0)58 464 90 47

Imprimer les informations de contact (/eda/fr/dfae/actualite/informations-dfae.html/content/contacts/fr/contacts-zentrale/eda/GS-EDA/InfoEDA)

RSS

Flux RSS concernant les conseils aux voyageurs, actualité et événements du DFAE (/eda/fr/dfae/services-publications/rss-feed.html)